



**Programme  
des Nations Unies  
pour l'environnement**

Distr. générale  
25 mars 2022

Français  
Original : anglais

**Cinquième Programme pour le développement et  
l'examen périodique du droit de l'environnement  
(Programme de Montevideo V) : au service de  
la population et de la planète  
Première réunion mondiale des correspondants nationaux  
Nairobi, 6–9 juin 2022\*  
Point 3 de l'ordre du jour\*\***

**Correspondants nationaux**

## **Correspondants nationaux**

### **Note du secrétariat**

#### **I. Introduction**

1. Dans sa résolution 4/20 du 15 mars 2019, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a adopté le cinquième Programme pour le développement et l'examen périodique du droit de l'environnement pour la décennie commençant en 2020 (Programme de Montevideo V)<sup>1</sup>. Dans cette résolution, l'Assemblée pour l'environnement a également, entre autres, invité les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à désigner des correspondants nationaux pour le Programme de Montevideo en application de sa résolution 2/19, par laquelle l'Assemblée pour l'environnement invitait les États Membres à désigner des correspondants nationaux pour l'échange d'informations et le renforcement des capacités, afin de collaborer avec le PNUE et de le guider dans le renforcement de l'application du Programme de Montevideo V ainsi que dans le suivi et l'évaluation de sa mise en œuvre. Conformément au paragraphe 6 a) ix) du Programme de Montevideo V, le PNUE assure le secrétariat du Programme et doit dans le cadre de ses fonctions tenir à jour une liste des correspondants nationaux. L'annexe I de la présente note contient la liste des correspondants nationaux au 20 mars 2022.

2. Le paragraphe 6 b) du Programme de Montevideo V stipule que les correspondants nationaux devraient de préférence être des hauts fonctionnaires gouvernementaux, experts en droit de l'environnement, et il décrit les huit fonctions suivantes dont ils doivent s'acquitter :

a) Recenser les domaines prioritaires pour la mise en œuvre du Programme de Montevideo V ;

\* La première réunion mondiale comprend deux parties : une partie en ligne, qui s'est tenue du 2 au 4 juin 2021, et une partie en présentiel, qui se tiendra à Nairobi du 6 au 9 juin 2022. Le rapport de la partie en ligne figure dans le document UNEP/Env.Law/MTV5/GNFP.1/6.

\*\* UNEP/Env.Law/MTV5/GNFP.1/1.

<sup>1</sup> UNEP/EA.4/19, annexe I.

- b) Collaborer avec le secrétariat et le guider dans la mise en œuvre du Programme de Montevideo V ;
- c) Réexaminer, au besoin, le Programme de Montevideo V, y compris les rapports d'activité établis par le secrétariat, et promouvoir sa mise en œuvre, avec l'appui du secrétariat ;
- d) Communiquer au secrétariat les données nationales disponibles concernant le développement et l'application du droit de l'environnement pour l'aider à s'acquitter de sa tâche et recenser les besoins et les priorités à tous les niveaux ;
- e) Soutenir les efforts des fonctionnaires gouvernementaux et des principales parties prenantes pour assurer la liaison et collaborer, à tous les niveaux appropriés, à la mise en œuvre du Programme de Montevideo ;
- f) Participer aux réunions mondiales biennales et autres réunions pertinentes des correspondants nationaux, qui se tiendront soit face-à-face soit à distance, selon qu'il convient ;
- g) Fournir des conseils, des orientations et une direction stratégiques au secrétariat aux fins de la mise en œuvre du Programme de Montevideo ;
- h) Contribuer à créer une dynamique en faveur du droit pour s'attaquer aux questions environnementales émergentes.

3. En réponse à l'appel lancé, le secrétariat avait reçu 141 désignations des États Membres au 20 mars 2022. Sur les 141 personnes désignées, 60 (43 %) étaient des femmes et 81 (57 %) des hommes. Le secrétariat a également été informé de la désignation de correspondants nationaux par l'État de Palestine, les Îles Cook, Nioué et l'Union européenne. L'annexe I de la présente note dresse la liste de tous les correspondants nationaux, en précisant leur genre, leur organisation et leur titre. L'annexe II énumère quant à elle les États Membres en les classant par groupe régional des Nations Unies et en indiquant s'ils ont ou non désigné des correspondants

4. Les correspondants nationaux sont invités à contacter le secrétariat à l'adresse [unep-montevideo@un.org](mailto:unep-montevideo@un.org) en cas d'erreur ou d'omission dans les annexes.

## Annexe I

## Correspondants nationaux

	<i>État Membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
1	Afghanistan	Idrees Malyar	M	Agence nationale pour la protection de l'environnement (NEPA)	Directeur général adjoint chargé de la politique et des affaires internationales
2	Afrique du Sud	Sibusiso Shabalala	M	Département des affaires environnementales	Directeur, Réforme
3	Algérie	Soualem Lazhar	M	Ministère des affaires étrangères	Directeur chargé du développement durable, des droits de l'homme et des affaires scientifiques, techniques et culturelles
4	Allemagne	Christian Lindemann	M	Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature, de la construction et de la sécurité nucléaire	Chef de la division KI I 1, Aspects stratégiques de la coopération internationale, G7/G20, Droit international, Droit commercial international
5	Angola	Miranda Cândido Kiala	M	Bureau juridique, Ministère de l'environnement	Directeur
6	Arabie saoudite	Prince Khaled Ben Saud	M	Autorité générale de la météorologie et de la protection de l'environnement	Adjoint au Président, Affaires techniques, Directeur
7	Argentine	Corina Beatriz Lehmann	F	Ministère des affaires étrangères, du commerce international et du culte	Direction des affaires environnementales (Ministre)
8	Arménie	Vigen Ananyan	M	Ministère de l'environnement	Conseiller juridique
9	Australie	Fleur Downard	F	Ministère de l'agriculture, de l'eau et de l'environnement	Directrice, Section de l'environnement international
10	Autriche	Elfriede-Anna More	F	Ministère fédéral de l'action climatique, de l'environnement, de l'énergie, de la mobilité, de l'innovation et de la technologie	Directrice des affaires climatiques et environnementales internationales
11	Bahreïn	Hassan Abdullah	M	Ministère des affaires étrangères	Conseiller juridique
12	Bangladesh	Mohammad Abdul Wadud Chowdhury	M	Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique	Vice-Secrétaire
13	Barbade	Daphne Kellman	F	Ministère de l'environnement et	Secrétaire permanente

	<i>État Membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
				de l'embellissement national	
14	Bélarus	Baliaslau Pirshtuk	M	Ministère des ressources naturelles et de la protection de l'environnement	Premier Vice-Ministre
15	Belgique	Leen Chanet	F	Politique internationale, Gouvernement flamand, Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire	Chargée de politique juridique
16	Bénin	Marianne Pulcherie Sessito Donoumassou Simeon	F	Ministère du cadre de vie et du développement durable	Chercheur en droit de l'environnement
17	Bhoutan	Kunzang	F	Commission nationale de l'environnement	Cheffe, Juriste, Services juridiques
18	Bolivie (État plurinational de)	Ronald Jorge Veliz	M	Ministère de l'environnement et de l'eau (Ministerio de Medio Ambiente y Agua)	Conseiller juridique du Vice-Ministre de l'environnement, de la biodiversité, des changements climatiques, et de la gestion et du développement des forêts (Asesor Legal del Viceministro de Medio Ambiente, Biodiversidad, Cambios Climáticos y de Gestión y Desarrollo Forestal)
19	Bosnie-Herzégovine	Azra Rogovic-Grubic	F	Coopération interne, Département de la protection de l'environnement, Ministère du commerce extérieur et des relations économiques	Conseillère principale
20	Brésil	Arthur Cesar Lima Naylor	M	Ministère des affaires étrangères	Secrétaire
21	Burkina Faso	Gontran Some	M	Ministère de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique	Directeur du développement institutionnel et des affaires juridiques
22	Burundi	Willy Ndayikeza	M	Ministère de l'eau, de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme	Directeur, Protection des terres et développement durable, et Membre du groupe consultatif des directives internationales sur la qualité de l'eau pour les écosystèmes
23	Cabo Verde	José Paulo Pinto	M	Direction générale nationale de l'environnement du Ministère de	Juriste

<i>État Membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>	
24	Cambodge	Monyneath Vann	M	l'agriculture et de l'environnement Secrétariat général du Conseil national du développement durable, Ministère de l'environnement, et Vice-présidence du groupe de travail pour l'examen du code de l'environnement	Secrétaire général adjoint
25	Cameroun	Jean Kenfack	M	Ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable	Directeur, Division des affaires juridiques
26	Canada	Richard G. Tarasofsky	M	Droit des océans et de l'environnement	Directeur adjoint
27	Chili	Emilio Yáñez Bravo	M	Ministère des affaires étrangères	Conseiller diplomatique, Division de l'environnement et des affaires maritimes
28	Chine	Liu Guozhi	F	Département de la coopération internationale, Ministère de l'écologie et de l'environnement	Responsable principale de programme, Division des organisations internationales
29	Colombie	Faryde Carlier Gonzalez	F	Ministère des affaires étrangères	Directrice des affaires économiques, sociales et environnementales
30	Comores	Fouad Issoufa Ali	M	Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie	Responsable du droit de l'environnement
31	Congo	Audrey Makanga née Debolo Vouala Judicaëlle	F	Direction générale de l'environnement	Cheffe, Département juridique
32	Costa Rica	Natalia Camacho Arguello	F	Direction générale de la coopération internationale, Ministère de l'environnement	Avocate
33	Côte d'Ivoire	Eugene Zagre	M	Ministère de l'environnement et du développement durable	Directeur des affaires juridiques et du contentieux
34	Croatie	Igor Vukovic	M	Ministère de l'économie et du développement durable	Chef du secteur indépendant des affaires juridiques
35	Cuba	Yuraiky Seoane Puig	F	Direction des affaires juridiques, Ministère des sciences, des technologies et de l'environnement	Spécialiste principale
36	Égypte	Ambassadeur Mohamed Nasr	M	Ministère des affaires étrangères	Directeur des affaires environnementales et du développement durable

	<i>État Membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
37	El Salvador	Ana Regina Meléndez de Romero	F	Ministère de l'environnement et des ressources naturelles	Administratrice, Direction juridique
38	Émirats arabes unis	Nasir Mohammed Sultan	M	Ministère du changement climatique et de l'environnement	Directeur des affaires juridiques
39	Équateur	Patricia Fernanda Miño-Vargas	F	Ministère de l'environnement	Directrice, Direction du Conseil juridique
40	Estonie	Annemari Vene	F	Département juridique, Ministère de l'environnement	Conseillère
41	Eswatini	Sifiso Nkosinathi Dlamini	M	Autorité environnementale	Conseiller juridique
42	États-Unis d'Amérique	Tim Epp	M	Droit international de l'environnement, Bureau de l'avocat général, Agence de protection de l'environnement	Avocat général adjoint
43	Éthiopie	Ayele Hegena Anabo	M	Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique	Directeur, général, Direction générale des politiques, des lois et des normes
44	Fidji	Joshua Wycliffe	M	Ministère de l'environnement	Secrétaire permanent
45	Finlande	Charlotta von Troil	F	Direction générale de l'environnement, Unité ENV F.3, Coopération environnementale multilatérale	Conseillère juridique
46	France	Hugo Lequertier	M	Département Environnement, Climat, Gouvernance internationale, Ministère des affaires étrangères	Conseiller politique
47	Gabon	Jean-Christian Mouele Loundo	M	Ministère des eaux, des forêts, de la mer, de l'environnement	Directeur central des affaires juridiques
48	Géorgie	Nana Totibadze	F	Ministère de l'environnement, de la protection et de l'agriculture	Spécialiste de la Division normative
49	Ghana	Abena Ayensu	F	Département juridique, Agence de protection de l'environnement, Ministère de l'environnement	Juriste principale
50	Grèce	Katerina Skouria	F	Département juridique, Bureau du Secrétaire général, Ministère de l'environnement	Fonctionnaire
51	Guatemala	Mario Roberto Vides Alvarado	M	Ministère de l'environnement et des ressources naturelles (Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales)	Conseiller juridique

	<i>État Membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
52	Guinée	Aboubacar Kaba	M	Ministère d'État chargé de l'environnement, des eaux et forêts	Chef de Service laboratoire d'analyses environnementales
53	Guinée-Bissau	Mário Batista Camala	M	Secrétariat d'État à l'environnement	Chef du bureau juridique
54	Guyana	Khemraj Parsram	M	Agence pour la protection de l'environnement	Directeur exécutif
55	Haïti	Pierre Richard Lamothe	M	Ministère de l'environnement	Directeur, Unité juridique
56	Honduras	Narciso Manzanares	M	Ressources naturelles et environnement	Secrétaire général
57	Hongrie	Andras Guti	M	Ministère de l'agriculture	Chargé de la politique de développement
58	Îles Salomon	Joe Horokou	M	Ministère de l'environnement, du changement climatique, de la gestion des catastrophes et de la météorologie	Directeur, Division de l'environnement et de la conservation
59	Indonésie	Rasio Ridho Sani	M	Ministère de l'environnement et des forêts	Directeur général chargé de l'application des lois sur l'environnement et les forêts
60	Irak	Imad Obaid Jasim Alboradhi	M	Bureau du Directeur général	Direction générale des affaires juridiques
61	Iran (République islamique d')	Abbas Golriz	M	Ministère des affaires étrangères	Directrice des affaires environnementales internationales
62	Israël	Dalit Dror	F	Ministère de la protection de l'environnement	Conseillère juridique, Cheffe du département juridique
63	Italie	Cristiano Piacente	M	Ministère de l'environnement	Coordonnateur pour les affaires juridiques
64	Jamaïque	Morjorn Wallock	F	Agence nationale pour l'environnement et la planification	Directrice, Division des affaires juridiques et de l'application des lois
65	Japon	Issei Nakahara	M	Bureau de la conservation de la nature, Ministère de l'environnement	Sous-directeur, Division de la stratégie internationale
66	Jordanie	Mohammad Al-Agha	M	Ministère de l'environnement	Directeur, Unité des affaires juridiques
67	Kazakhstan	Akhmedjan Primkulov	M	Ministère de l'environnement, de la géologie et des ressources naturelles	Vice-Ministre
68	Kenya	Annie Syombua David	F	Ministère de l'environnement et des forêts	Juriste

	<i>État Membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
69	Kirghizistan	Sadykov Kanatbek Rakhmanberdievich	M	Ressources naturelles, écologie et contrôle technique	Vice-Ministre
70	Kiribati	Nenenteiti Teariki-Ruatu	F	Ministère de l'environnement, des terres et du développement agricole	Directrice, Division de l'environnement et de la conservation
71	Koweït	Nouf Bahbahani	F	Autorité publique chargée de l'environnement	Directrice, Département des relations internationales
72	Lesotho	Makhiba Tjela	F	Ministère du tourisme, de l'environnement et de la culture	Cheffe des affaires juridiques
73	Lettonie	Kristīne Kazerovska	F	Ministère de la protection de l'environnement et du développement régional	Directrice adjointe, Département de la protection de l'environnement
74	Liban	Nazek Al-Khatib	F	Ministère de la justice	Juge
75	Liechtenstein	Heike Summer	F	Office de l'environnement	Cheffe, Bureau des affaires internationales et du climat
76	Lituanie	Gintarė Izokaitytė	F	Division du droit et du personnel, ministère de l'environnement	Conseillère
77	Macédoine du Nord	Frosina Antonovska	F	Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire	Conseillère juridique du cabinet du Ministre et spécialiste du droit de l'environnement
78	Madagascar	Ratsimisaraka Thelesphone	M	Cadre d'appui technique à la Direction générale de l'environnement, de l'écologie et des forêts	Juriste
79	Malawi	Chifundo Chinyama	M	Ministère des ressources naturelles, de l'énergie et des mines	Responsable des questions environnementales (domaine juridique)
80	Maldives	Fazeela Ahmed Shaheem	F	Ministère de l'environnement et l'énergie	Conseillère juridique adjointe
81	Maroc	Mohammed Baraoui	M	Département du développement durable, Ministère de la transition énergétique et du développement durable	Directeur du contrôle, de l'évaluation environnementale et des affaires juridiques
82	Maurice	Najiyah Dauharry-Jeewa	F	Bureau du Ministre de la justice (Attorney General)	Avocate-conseil principale
83	Mauritanie	B.A. Moussa	M	Ministère de l'environnement et du développement durable	Conseiller
84	Mexique	Rocío Becerra Montané	F	Unité de coordination des affaires juridiques Secrétariat de l'environnement et	Coordonnatrice, Législation et conseil



<i>État Membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>	
			des ressources naturelles		
85	Micronésie (États fédérés de)	Andrew Yatilman	M	Bureau de l'environnement et de la gestion des situations d'urgence	Directeur
86	Monaco	Alain Piquemal	M	Département des relations extérieures et de la coopération, Ministère d'État	Conseiller d'État Représentant Permanent de la Principauté de Monaco auprès du PNUE
87	Mongolie	Radnaabazar Chadraabal	M	Division du Droit, Ministère de l'environnement et du tourisme	Directeur
88	Monténégro	Suzana Otasevic	F	Ministère du développement durable et du tourisme	Direktorat za Zivotnu Sredinu
89	Mozambique	André Fenias Nhaca	M	Ministère des terres et de l'environnement	Technicien
90	Myanmar	Kyaw San Naing	M	Département de la conservation de l'environnement, Ministère des ressources naturelles et de la conservation de l'environnement	Directeur
91	Namibie	Betty Schroder	F	Département des affaires environnementales, Ministère de l'environnement et du tourisme	Coordonnatrice principale de projet
92	Népal	Man Bahadur Basnet	M	Ministère des forêts et de l'environnement	Sous-Secrétaire (Droit)
93	Nigéria	Ibrahim Musa Mohammed	M	Département juridique, Agence chargée de l'application des normes et réglementations environnementales	Conseiller juridique adjoint et Avocat-conseil principal
94	Norvège	Linda Lund	F	Ministère du climat et de l'environnement	Conseillère principale
95	Nouvelle-Zélande	Liese Galvin	F	Division de l'environnement, Ministère des affaires étrangères et du commerce	Spécialiste des politiques
96	Ouganda	Sarah Naigaga	F	Autorité nationale de gestion de l'environnement	Juriste principale
97	Ouzbékistan	Bobur Muhamedov	M	Comité étatique pour l'écologie et la protection de l'environnement	Chef du département juridique
98	Pakistan	Hammad Shamimi	M	Ministère du changement climatique	Secrétaire associé principal

	<i>État Membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
99	Panama	Luisa Pilar Arauz	F	Ministère de l'environnement	Conseillère juridique
100	Paraguay	Hugo Cardozo	M	Ministère de l'environnement et du développement durable	Directeur général de la gestion de l'environnement
101	Pays-Bas	Janine Van Aalst	F	Département des affaires internationales, Ministère de l'environnement	Spécialiste principale des politiques
102	Pérou	Jimpon Dávila Ordoñez	M	Ministère du développement stratégique des ressources naturelles	Conseiller auprès du Vice-Ministre
103	Philippines	Norlito A. Eneran	M	Département de l'environnement et des ressources naturelles	Directeur, Service des affaires juridiques
104	Pologne	Edyta Syslo	F	Département du développement durable et de la coopération internationale, Ministère de l'environnement	Spécialiste principale
105	Portugal	Águeda Silva	F	Agence portugaise de l'environnement (APA) Secrétariat général du Ministère de l'environnement et de l'action climatique	Département des affaires internationales
106	Qatar	Metab Ali Metab Al Kubaisi	M	Ministère de la ville et de l'environnement	Consultant en environnement, Coordonnateur général pour la formation et le développement
107	République arabe syrienne	Iman Blal	M	Ministère de l'administration locale et de l'environnement	Direction générale de planification du génie et de coopération internationale
108	République de Corée	Suk-tae Hwang	M	Ministère de l'environnement	Directeur général de la coopération internationale
109	République démocratique du Congo	Maribe Nsomo Mujinga	F	Ministère de l'environnement, conservation de la nature et développement durable	Directrice de la Cellule juridique du Secrétariat général
110	République dominicaine	Rosa Otero	F	Vice-Ministre de la coopération et des affaires internationales, Direction générale de la coopération en matière de commerce et d'environnement, Ministère de l'environnement et des ressources naturelles	Directrice

	<i>État Membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
111	République-Unie de Tanzanie	Andrew Marcelin Komba	M	Bureau du Vice-Président	Directeur pour l'environnement
112	Roumanie	Elena-Oana Antonescu Stan	F	Direction du changement climatique et du développement durable	Directrice
113	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Eva Huehne	F	Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales, Département juridique du Gouvernement	Avocate principale, Environnement international, marine et pêcheries
114	Sainte-Lucie	Kate Wilson	F	Département du développement durable, Ministère de l'éducation, de l'innovation, des relations entre les sexes et du développement durable	Juriste
115	Samoa	Shirley Malielegaoi	F	Ministère des ressources naturelles et de l'environnement	Directrice générale adjointe et cheffe de la Division juridique
116	Sao Tomé-et-Principe	Mateus Ferreira	M	Ministère de l'infrastructure, des ressources naturelles et de l'environnement	Conseiller, Correspondants nationaux
117	Sénégal	Khadidiatou Drame	F	Ministère de l'environnement et du développement durable	Juriste en service
118	Seychelles	Sharon Gerry	F	Ministère de l'environnement, de l'énergie et du changement climatique	Juriste principale
119	Sierra Leone	Gibrilla Kamara	M	Agence pour la protection de l'environnement	Responsable du Département des affaires juridiques, de la conformité et de l'application.
120	Singapour	Hazri Hassan	M	Ministère de l'environnement et des ressources en eau	Directeur de la politique internationale
121	Slovaquie	Marek Prítyi	M	Département des relations internationales, Direction générale de la politique environnementale, des affaires européennes et des relations internationales, Ministère de l'environnement	Conseiller étatique
122	Slovénie	Nataša Petrovčič	F	Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire, Département du système de	Juriste

	<i>État Membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
				planification spatiale et environnementale	
123	Somalie	Khalif Hassan Dalmar	M	Direction générale de l'environnement, Bureau du Premier ministre	Directeur de la protection de l'environnement
124	Soudan	Salem Younus Idris Ahmed	M	Conseil supérieur de l'environnement et des ressources naturelles	Conseiller juridique
125	Sri Lanka	Anil Jasinghe	M	Ministère de l'environnement	Secrétaire
126	Suède	Staffan Löwhagen	M	Section des affaires juridiques, Ministère de l'environnement	Directeur adjoint
127	Suisse	Vincent Bohnenblust	M	Division des affaires juridiques, Office fédéral de l'environnement (Suisse)	Juriste
128	Suriname	Ivette Patterzon	F	Coordination Environnement, Cabinet du Président de la République	Conseillère juridique principale
129	Tchad	Kemba Kya Dambil	M	Département de l'agriculture et de l'environnement, Ministère de l'agriculture et de l'environnement	Directeur des affaires juridiques
130	Tchéquie	Eva Adamova	F	Département des relations internationales, Ministère de l'environnement	Administratrice, Unité des relations multilatérales
131	Thaïlande	Athapol Chroenshunsu	M	Département du contrôle de la pollution	Directeur général
132	Timor-Leste	Carlos Lopes Ximenes	M	Secrétariat d'État à l'environnement	Directeur, Droit de l'environnement et procédures
133	Togo	Kayi Obidon Emefa Ajavon	F	Section de la lutte contre les pollutions et nuisances Ministère de l'environnement et des ressources forestières	Juriste environnementaliste et cheffe
134	Trinité-et-Tobago	Judy Daniel	F	Autorité générale de gestion de l'environnement	Présidente adjointe
135	Turquie	Cansu Cevher	F	Ministère de l'environnement et de l'urbanisation	Spécialiste de l'environnement et de l'urbanisme
136	Ukraine	Roman Shakhmatenko	M	Ministère de la protection de l'environnement et des ressources naturelles	Vice-Ministre
137	Uruguay	Marcelo J. Cousillas	M	Direction nationale de l'environnement (Dirección Nacional de Medio Ambiente)	Directeur du conseil juridique

	<i>État Membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
138	Venezuela (République bolivarienne du)	Anabell Colina	F	Ministère du pouvoir populaire pour l'écosocialisme	Conseillère juridique
139	Viet Nam	Phan Tuan Hung	M	Département de politique et de législation, Ministère des ressources naturelles et de l'environnement	Directeur général
140	Zambie	Karen Banda	F	Agence zambienne de gestion de l'environnement	Responsable, Services juridiques
141	Zimbabwe	Farai Nyahwa	M	Agence de gestion de l'environnement	Secrétaire général

## Annexe II

## Correspondants nationaux par groupe régional des Nations Unies

## Correspondants nationaux, États d'Afrique

Afrique du Sud – oui	Ghana – oui	Ouganda – oui
Algérie – oui	Guinée – oui	République centrafricaine – non
Angola – oui	Guinée équatoriale – non	République démocratique du Congo – oui
Bénin – oui	Guinée-Bissau – oui	République-Unie de Tanzanie – oui
Botswana – non	Kenya – oui	Rwanda – non
Burkina Faso – oui	Lesotho – oui	Sao Tomé-et-Principe – oui
Burundi – oui	Liberia – non	Sénégal – oui
Cabo Verde – oui	Libye – non	Seychelles – oui
Cameroun – oui	Madagascar – oui	Sierra Leone – oui
Comores – oui	Malawi – oui	Somalie – oui
Congo – oui	Mali – non	Soudan – oui
Côte d'Ivoire – oui	Maroc – oui	Soudan du Sud – non
Djibouti – non	Maurice – oui	Tchad – oui
Égypte – oui	Mauritanie – oui	Togo – oui
Érythrée – non	Mozambique – oui	Tunisie – non
Eswatini – oui	Namibie – oui	Zambie – oui
Éthiopie – oui	Niger – non	Zimbabwe – oui
Gabon – oui	Nigéria – oui	
Gambie – non		

## Correspondants nationaux, États d'Amérique latine et des Caraïbes

Antigua-et-Barbuda – non	Dominique – non	Panama – oui
Argentine – oui	El Salvador – oui	Paraguay – oui
Bahamas – non	Équateur – oui	Pérou – oui
Barbade – oui	Grenade – non	République dominicaine – oui
Belize – non	Guatemala – oui	Sainte-Lucie – oui
Bolivie (État plurinational de) – oui	Guyana – oui	Saint-Kitts-et-Nevis – non
Bésil – oui	Haïti – oui	Saint-Vincent-et-les Grenadines – non
Chili – oui	Honduras – oui	Suriname – oui
Colombie – oui	Jamaïque – oui	Trinité-et-Tobago – oui
Costa Rica – oui	Mexique – oui	Uruguay – oui
Cuba – oui	Nicaragua – non	Venezuela (République bolivarienne du) – oui

## Correspondants nationaux, États d'Asie-Pacifique

Afghanistan – oui	Kazakhstan – oui	République de Corée – oui
Arabie saoudite – oui	Kirghizistan – oui	République démocratique populaire lao – non
Bahreïn – oui	Kiribati – oui	République populaire démocratique de Corée – non
Bangladesh – oui	Koweït – oui	Samoa – oui
Bhoutan – oui	Liban – oui	Singapour – oui
Brunéi Darussalam – non	Malaisie – non	Sri Lanka – oui
Cambodge – oui	Maldives – oui	Tadjikistan – non
Chine – oui	Micronésie (États fédérés de) – oui	Thaïlande – oui
Chypre – non	Mongolie – oui	Timor-Leste – oui
Émirats arabes unis – oui	Myanmar – oui	Tonga – non
Fidji – oui	Nauru – non	
Îles Marshall – non	Népal – oui	

Îles Salomon – oui Inde – non Indonésie – oui Irak – oui Iran (République islamique d') – oui Japon – oui Jordanie – oui	Oman – non Ouzbékistan – oui Pakistan – oui Palau – non Papouasie-Nouvelle-Guinée – non Philippines – oui Qatar – oui République arabe syrienne – oui	Turkménistan – non Turquie* – oui Tuvalu – non Vanuatu – non Viet Nam – oui Yémen – non
--	--	--

### Correspondants nationaux, États d'Europe occidentale et autres États

Allemagne – oui Andorre – non Australie – oui Autriche – oui Belgique – oui Canada – oui Danemark – non Espagne – non États-Unis d'Amérique* – oui Finlande – oui	France – oui Grèce – oui Irlande – non Islande – non Israël* – oui Italie – oui Liechtenstein – oui Luxembourg – non Malte – non Monaco – oui	Norvège – oui Nouvelle-Zélande – oui Pays-Bas – oui Portugal – oui Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord – oui San Marino – non Suède – oui Suisse – oui Turquie* – oui
--	--	---

### Correspondants nationaux, États d'Europe orientale

Albanie – non Arménie – oui Azerbaïdjan – non Biélarus – oui Bosnie-Herzégovine – oui Bulgarie – non Croatie – oui	Estonie – oui Fédération de Russie – non Géorgie – oui Hongrie – oui Lettonie – oui Lituanie – oui Macédoine du Nord – oui	Monténégro – oui Pologne – oui République de Moldavie – non Roumanie – oui Serbie – non Slovaquie – oui Slovénie – oui Tchéquie – oui Ukraine – oui
--	--	---

\* Cas particuliers

**Israël** : en mai 2000, Israël est devenu membre à part entière du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États à titre provisoire (décision pouvant être prorogée), ce qui lui a permis de désigner des candidats aux élections de divers organes de l'Assemblée générale. En 2004, ce statut lui a été conféré à titre permanent.

**Kiribati** : en 2010, Kiribati (qui se situe en Océanie) n'était membre d'aucun groupe régional, alors que d'autres nations d'Océanie appartenaient au Groupe des États d'Asie et du Pacifique. Malgré son statut d'État Membre de l'ONU, Kiribati n'a jamais délégué de représentant permanent auprès des Nations Unies.

**Turquie** : la Turquie participe pleinement au Groupe des États d'Europe occidentale et autres États et au Groupe des États d'Asie et du Pacifique, mais, pour les élections, elle est considérée comme faisant partie du premier groupe uniquement.

**États-Unis d'Amérique** : les États-Unis d'Amérique n'appartiennent à aucun groupe régional, mais assistent aux réunions du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États en tant qu'observateur et sont rattachés à ce groupe pour les élections.